Séance publique du 21 janvier 2003

Délibération n° 2003-1001

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

commune (s) : Rillieux la Pape - Vaulx en Velin

objet : **Réserve naturelle volontaire de Crépieux Charmy - Demande de retrait de l'agrément préfectoral**

service : Direction générale - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 31 décembre 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le site de Crépieux Charmy est le site majeur de production d'eau potable pour l'ensemble de l'agglomération lyonnaise. La protection de ce site est assurée par trois périmètres de protection, dont un périmètre de protection immédiat, institué par l'arrêté interpréfectoral des 13 septembre 1976 et 7 octobre 1976 modifié, le périmètre dans lequel toute activité est interdite.

La communauté urbaine de Lyon a souhaité, dans le cadre de sa politique écologique, affirmer sa volonté de conforter la protection de la nature sur le site de Crépieux Charmy, en demandant, par délibération n° 91-2661 du 2 décembre 1991, le statut de réserve naturelle volontaire, obtenu par arrêté préfectoral n° 2199 95 du 20 juillet 1995. A cet effet ont été mis en place, un comité consultatif, un plan de gestion, une réglementation de la réserve.

Ce classement a permis d'allier la nécessité première de protection de la ressource et la préservation d'un milieu très riche aux portes de l'agglomération, dans le respect des impératifs techniques et de sécurité liés à l'exploitation du champ captant.

La loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité supprime les réserves naturelles volontaires et les transforme en réserves naturelles régionales. Toutefois pendant un délai d'un an à compter de la date de cette loi, la loi autorise les propriétaires concernés à demander le retrait de l'agrément préfectoral dont ils bénéficient, ce qui signifie le refus par le propriétaire concerné, de la régionalisation de la réserve.

Ce classement en réserve naturelle régionale, entraînerait une tutelle supplémentaire constituée par la région. A la lecture des projets de décrets, pris en application de la loi du 27 février 2002, il est créé dans chaque région, un conseil scientifique régional du patrimoine naturel, instance consultative ayant, outre des compétences facultatives, une compétence obligatoire dans les domaines suivants :

- validation régionale des inventaires relatifs au patrimoine naturel
- avis initial sur la création des réserves naturelles régionales et sur l'élaboration, la révision et l'évaluation de leurs plans de gestion.

Ce classement pourrait donc constituer une entrave supplémentaire à une gestion réactive des captages, en terme de délais d'instruction, et donc de réalisation des travaux nécessaires à cette gestion. Il présente des risques importants au vu :

- 1 - de la vocation prioritaire de ce site, à savoir la production d'eau potable ;
- 2 - des contraintes fortes, déjà existantes sur ce site de captage d'eau potable, qui conditionnent tous les travaux liés à la production d'eau potable ou à la révision des périmètres de protection :

- procédures d'autorisation pour la réalisation de travaux en application de la loi sur l'eau
- terrains classés en zone submersible du Rhône
- présence d'une ZNIEFF et d'une zone soumise au régime forestier

- nécessité de consulter de multiples organismes : services de l'Etat, comité de bassin Rhône-Méditerranée-Corse, conseil départemental d'hygiène, conseil supérieur d'hygiène publique de France...

3 - de l'absence des décrets d'application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

En refusant la régionalisation de cette réserve, la communauté urbaine de Lyon perd le cadre juridique de la gestion liée à la nature de ce site, mais conserve les mesures de protection liées au périmètre de protection immédiat et à la propriété.

De plus, la communauté urbaine de Lyon peut maintenir le cadre de gestion existant dans une structure dont les statuts restent à définir, notamment compte tenu de l'évolution de la législation, statuts qui permettront à la communauté urbaine de Lyon de garder la maîtrise de la gestion du site.

Circuit décisionnel : ce dossier a reçu l'avis favorable du pôle environnement du 17 décembre 2002 ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'arrêté interpréfectoral des 13 septembre et 7 octobre 1976 ;

Vu la délibération du conseil de Communauté n° 91-2661 en date du 2 décembre 1991 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2199-95 en date du 20 juillet 1995 ;

Vu la loi n° 2002-276 en date du 27 février 2002 ;

Où l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Refuse le classement de la réserve naturelle volontaire en réserve naturelle régionale, du fait de l'absence des décrets d'application de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002.

2° - Demande le retrait de l'agrément préfectoral pour cette réserve naturelle volontaire.

3° - Poursuit la gestion nature de ce site dans une structure dont les statuts restent à définir.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,